

Il y a des marges de manœuvre

ENTRETIEN Le rapporteur du budget défend la priorité affichée par la majorité d'une baisse des dépenses publiques.

Pourquoi la majorité actuelle met-elle autant l'accent sur la baisse des dépenses publiques et la réduction du nombre de fonctionnaires ?

Nous sommes le pays où ces dépenses sont les plus élevées. Si nous voulons pouvoir réinvestir, retrouver de nouveau des finances publiques saines, il nous faut faire un effort en la matière. Tout le monde en parle depuis trente ans sans jamais le mettre en œuvre. C'est un effort douloureux, mais nous avons tellement pris l'habitude d'un traitement social des conséquences de nos difficultés, qu'on ne s'est plus vraiment posé la question de savoir si on ne pouvait pas traiter les problèmes en amont pour éviter certaines dépenses.

En tant qu'ancien maire, je connais bien les collectivités territoriales. Il y a des marges de manœuvre : quand je rencontre des élus locaux allemands ou italiens, qui ont dû faire des ef-

forts d'économies depuis bien plus longtemps, ils sont étonnés et se disent qu'en France, soit on a beaucoup d'argent, soit on dépense plus que nécessaire. Sous le quinquennat précédent, les collectivités locales ont été contraintes de limiter leurs dépenses par des coups de rabot sur les dotations, alors que celles de l'Etat ne baissaient pas. Nous procédons différemment : cette année, ce sera la première fois que l'effort de modération des dépenses de l'Etat va être plus important que celui demandé aux collectivités. Et ce discours passe : c'était un pari de la dernière loi de finances que d'inciter les collectivités locales à modérer leurs dépenses sans raboter les dotations ; or, on est aujourd'hui sur une tendance de + 0,9 % inférieure à l'objectif de 1,2 %.

Ce qui fait la spécificité française, c'est surtout le social. Nous avons 7 % de retraités pauvres et les Allemands 18 %. Est-ce que l'objectif est de rattraper les Allemands ?

Non, évidemment, d'autant que, pour leur part, nos voisins sont en train d'essayer de remédier à ce problème. En revanche, déconnecter de l'inflation l'évolution de certaines prestations sociales, en dehors des minima sociaux, permet en effet de limiter la hausse des dépenses publiques. Tout en augmentant par ailleurs substantiellement des prestations comme l'allocation aux adultes

handicapés. Je préfère que nous fassions ce type de choix ciblés. Cela me semble logique, surtout si on veut privilégier le retour des personnes vers l'emploi. Ce choix repose évidemment sur le pari de la solidité de la reprise et des créations d'emplois, mais je suis plutôt optimiste là-dessus.

Sur l'aide personnalisée au logement (APL), je trouve plutôt que le gouvernement ne va pas assez loin. Dans le cas des étudiants en particulier, il faudrait à mes yeux faire une différence entre celui qui quitte le foyer familial et celui qui reste sur la feuille d'impôts de ses parents touchant des revenus élevés. Les aides à la construction coûtent très cher : la loi Pinel représente par exemple 7 milliards d'euros. Mais leurs effets ne sont pas suivis : quand je demande au ministère des chiffres sur le nombre, le type et la localisation des logements créés grâce à ces dispositifs, je n'obtiens pas de réponse. Nous avons une vraie difficulté à évaluer l'efficacité de la dépense publique.

Vous supprimez des postes de fonctionnaires et vous continuez à bloquer leur rémunération. Cela ne va pas être facile de les motiver pour la réforme de l'Etat...

La réforme de la fonction publique fait partie des chantiers prioritaires. Les situations sont très différentes en son sein : on y trouve des gens comme moi, très bien payés, et des gens mal payés qui travaillent dans des conditions difficiles. Même si cela peut faire hurler, je pense qu'il est plus facile d'être professeur agrégé qu'aide-soignant dans un hôpital ou un Ehpad. L'unicité de la fonction publique a engendré des inégalités considérables, et il faut y remédier. J'ai été haut fonctionnaire à Bercy et nous recevions des primes dont personne ne savait ce qu'elles étaient censées compenser. J'aurais préféré que ce soient les personnes qui s'occupaient de ma mère en fin de vie qui les touchent. ■ **Propos recueilli par G. D.**



Joël Giraud, député LREM des Hautes-Alpes et rapporteur général du budget



Aide-soignante de l'hôpital Bichat-Claude Bernard, à Paris. « L'unicité de la fonction publique a engendré des inégalités considérables », selon Joël Giraud.

Jeremy Lempin - Divergence